

ASS/FG/II/MG

Pour le Maire



2023-47

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MARS 2023

OBJET : MOTION DU CONSEIL MUNICIPAL À LA SUITE DE LA SUPPRESSION D'UN POSTE À L'ÉCOLE MATERNELLE FRANÇOISE DOLTO

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 21 mars 2023
---	--	---------------------------	---

L'an deux mille vingt-trois le vingt-huit mars à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Martine JAFFUS, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à Mme JOLIS-PAILHIEZ, M. Didier JULIAN à M. Michel MASUYER, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL

Date de la publication : 30 mars 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. William COMBES

RAPPORTEUR : M. Gérard FORCADA

Le 8 mars 2023, le ministère de l'Éducation Nationale signifiait à la ville de Lézignan-Corbières la suppression d'un poste d'enseignant à l'école maternelle François Dolto.

Cette décision incohérente et donc contestable ne peut que surprendre.

Elle est tout d'abord incohérente parce que l'établissement concerné, comme les trois autres groupes scolaires publics de notre commune, est situé en plein quartier prioritaire de la politique de la ville, à la suite du décret gouvernemental du 30 décembre 2014 et de la signature, notamment par les représentants de l'Etat, du contrat de ville en 2015.

Il n'est pas inutile de rappeler que le classement d'un quartier en politique de la ville signifie que le revenu des habitants de ce dernier est inférieur à 60 % de celui du revenu médian des habitants de la commune concernée. Dans le QPV de Lézignan, celui-ci est de 6 180 €.

La politique de la ville n'a pas seulement permis de mettre l'accent sur la pauvreté d'une partie des Lézignanais, mais aussi sur la faiblesse du niveau scolaire. Lors de la construction du contrat de ville en 2014-2015, le thème de l'éducation était déjà apparu comme l'un des plus prégnants en mettant en lumière les résultats scolaires des petits Lézignanais comme étant inférieurs aux moyennes départementales, régionales et nationales.

Le 3 septembre 2021, Gérard FORCADA, maire de Lézignan-Corbières, a écrit au ministre de l'Éducation Nationale de l'époque afin de l'alerter sur les grandes difficultés rencontrées par notre ville dans le domaine de l'éducation :

- Des bâtiments des écoles primaires peu ou pas entretenus.
- Une population jeune en situation d'échec (36,6 % des 15-17 ans non scolarisés dans le QPV, 37,2 % des 15 ans et plus non scolarisés et non diplômés).
- Un chômage des 15-64 ans considérable : 32,2 % pour le QPV et 20,8 % pour la commune).
- Sur 5 classes de CM2, l'équivalent d'une classe ne sait ni lire ni écrire.
- Taux d'absentéisme atteignant 20 % au sein des écoles primaires

En février 2022, portée par Gérard FORCADA, la candidature de la commune de Lézignan-Corbières à la labellisation « Cité éducative » a été retenue par l'État. Un tel label doit permettre d'intensifier l'action publique en faveur de la Jeunesse des QPV avec pour enjeu d'agir dès la petite enfance en impliquant les parents avant, pendant, après et autour du cadre scolaire. Une véritable communauté éducative doit également agir en partageant des valeurs communes, des pratiques coordonnées et des objectifs précis. Par ailleurs, la Cité éducative conforte les moyens mobilisés par l'Etat et ses partenaires. A l'image de la politique de la ville, elle repose elle aussi sur le principe du co-financement et des engagements conjoints.

Cette décision de supprimer un poste d'enseignant à l'école maternelle Françoise Dolto est donc contestable à plus d'un titre car, d'une part, l'État reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre ; d'autre part, il pénalise une école maternelle qui constitue, comme le souligne le site internet du ministère de l'Éducation Nationale, *« une étape essentielle du parcours des élèves pour garantir leur réussite scolaire, dont la mission principale est de donner envie aux enfants d'aller à l'école pour apprendre, affirmer et épanouir leur personnalité. C'est une école où les enfants vont apprendre ensemble et vivre ensemble. »*.

In fine, un tel choix ne prend pas en compte l'évolution à venir de la population lézignanaise. En effet, à très court terme, ce sont près de 70 maisons d'habitation qui vont être construites dans plusieurs lotissements sur la commune. Quant au moyen terme, le développement des zones d'activités intercommunales à Lézignan-Corbières et en périphérie immédiate devrait

favoriser une augmentation de la population de près de 3 000 nouveaux habitants dans les 10 ans qui viennent.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adopter la présente motion et de la transmettre au représentant de l'État et du ministre de l'Éducation Nationale dans le département de l'Aude, afin de signifier le désaccord complet du Conseil municipal avec cette décision de supprimer un poste d'enseignant à l'école maternelle Françoise Dolto.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil municipal,
A l'unanimité**

Décide d'adopter la présente motion et de la transmettre au représentant de l'État et du ministre de l'Éducation Nationale dans le département de l'Aude afin de signifier le désaccord complet du Conseil municipal avec cette décision de supprimer un poste d'enseignant à l'école maternelle Françoise Dolto.

Le Maire,
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,
William COMBES

